



Centre Régional des
Œuvres
Universitaires et
Scolaires
De Reims

14b, allée des
Landais
CS40046
51726 REIMS Cedex

Service des Achats et
Marchés publics

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Procédure n° 2026/1L

**Objet : Conception, fourniture et pose de tribunes
télescopiques et mobiles pour le centre culturel du Crous de
Reims**

Date et heure limites de remise des offres

Le lundi 2 mars 2026 avant 12 heures 00

Table des matières

CHAPITRE 1 – CLAUSES ADMINISTRATIVES	4
ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR	4
ARTICLE 2 – OBJET ET LIEU D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	4
2.1 OBJET DU MARCHÉ	4
2.2 LIEU D'EXÉCUTION ET VISITE DE SITE	4
ARTICLE 3 – DURÉE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 4 – VARIANTE	5
ARTICLE 5 – ALLOTISSEMENT	6
ARTICLE 6 – INTERVENANTS À LA CONSULTATION	6
6.1 Maîtrise d'œuvre et conduite des opérations	6
6.2 Contrôle technique	6
ARTICLE 7 – PIÈCES CONTRACTUELLES	6
ARTICLE 8 – SOUS - TRAITANCE	7
ARTICLE 9 – EXÉCUTION FINANCIÈRE DU MARCHÉ	7
9.1 CONTENU ET FORME DU PRIX	7
9.2 ACTUALISATION DU PRIX	7
9.3 AVANCE	7
9.3.1. versement de l'avance	7
9.3.2. Remboursement de l'avance	8
9.4 RETENUE DE GARANTIE	8
9.5 RÈGLEMENT DES COMPTES	8
9.5.1. Présentation des factures, des états d'acomptes	8
9.5.2. Transmission des factures, des états d'acomptes	9
CHAPITRE 2 – CLAUSES TECHNIQUES	10
ARTICLE 10 – CLAUSES ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES	10
10.1 RÉGLEMENTATION ET NORMES APPLICABLES AUX PRESTATIONS	10
10.2 EXIGENCES SPECIFIQUES RELATIFS AUX CLASSEMENT DES MATERIAUX	11
10.3 CONNAISSANCE DES LIEUX, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX	11
10.3.1. Connaissance des lieux	11
10.3.2. Coordination des travaux	11
10.4 DÉLAI D'EXÉCUTION DES TRAVAUX	12
10.4.1. Période de préparation	12
10.4.2. Prolongation du délai d'exécution	13
10.4.3. Prestations en diminution, supplémentaires ou modificatives	13
ARTICLE 11 – CLAUSES ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES SPECIFIQUES	13
11.1 CONSISTANCE DES TRAVAUX DES BASE	13
11.1.1 Clôtures de chantier, passerelles, protections, signalisation	13
11.1.2 Études - vérification des côtes	13
11.1.3 Transmission des échantillons, des P.V. de résistance, et renseignements sur la provenance des matériaux	13
11.1.4 Moyens de travail	14
11.1.5 Contraintes d'implantation et sécurité des usagers	14
11.1.6 Dépose du matériel existant et reprise par un tiers	14
11.1.7 Stockage et nettoyage de chantier	14
11.1.8 Revêtement de sol	15
11.1.9 Fourniture et pose des tribunes télescopiques mobiles	15
11.1.10 Formation du personnel	16

11.1.11	Essai et fonctionnement des tribunes fournies	16
11.1.12	Travaux divers de finition	16
11.1.13	Garanties des prestations	16
11.2	CONSISTANCE DES TRAVAUX DE LA VARIANTE	17
11.3	DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À L'ACHÈVEMENT DU CHANTIER	17
11.3.1	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	17
11.3.2	Vérifications techniques	17
11.3.3	Base vie et accès au chantier	17
ARTICLE 12	– DISPOSITIONS RELATIVES AUX DÉCHETS DE CHANTIER	18
12.1	DISPOSITIONS RELATIVES AUX DÉCHETS DE CHANTIER	18
12.1.1	Gestion des déchets	18
12.1.2	Modalités de suivi de la gestion des déchets :	18
12.2	RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRISE	19
12.3	QUALIFICATION DU TITULAIRE	19
12.4	PRESCRIPTIONS - NORMES – DUT	19
12.5	DOCUMENTS À FOURNIR	19
ARTICLE 13	– CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX	19
13.1.	VÉRIFICATIONS TECHNIQUES	19
13.2.	OPÉRATIONS DE RÉCEPTION	20
13.3.	TRAVAUX DÉFECTUEUX	20
ARTICLE 14	– OBLIGATION DU TITULAIRE	20
14.1.	Obligation de résultat	20
14.2.	Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	20
14.1.1	Lutte contre le travail dissimulé	20
14.1.2	Travailleurs étrangers et travailleurs détachés	20
14.1.3	Développement durable	20
14.1.4	Devoir de conseil	21
14.1.5	Assurances	21
14.1.6	Changement dans la situation du titulaire	21
ARTICLE 15	– OBLIGATION DE L'ACHETEUR	22
ARTICLE 16	– PENALITES ET MESURES COERCITIVES DIVERSES	22
16.1.	PÉNALITÉS	22
16.1.1.	Pénalité de retard	22
16.1.2.	Pénalité pour non-respect de protection des ouvrages existants et des lieux et pour non-respect des dispositions relatives au déchets	22
16.2.	MESURES COERCITIVES DIVERSES	23
ARTICLE 17	– EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	23
ARTICLE 18	– RESILIATION	23
18.1.	Résiliation pour motif d'intérêt général	23
18.2.	Résiliation pour faute du titulaire	23
ARTICLE 19	– DÉROGATION AU CCAG – TRAVAUX	23

CHAPITRE 1 – CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (Crous) de Reims.

Présentation de l'acheteur Public :

Établissement public administratif, le Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) de Reims gère des cafétérias et des restaurants implantés au cœur d'universités, de grandes écoles et d'instituts de l'enseignement supérieur. Sa mission est d'accompagner l'étudiant dans son parcours universitaire et lui permettre de disposer d'une restauration à caractère social.

Le Crous de Reims est sis, 14 B allée des Landais – CS 40046 – 51726 Reims cedex

Tel. : 03.26.50.59.17 – Siret : 185 102 001 00327

Courriel : achat@crous-reims.fr

Site internet : www.crous-reims.fr

Profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Représentant du pouvoir adjudicateur :

Monsieur **Raymond CARRASSET**, Directeur général du Crous de Reims.

ARTICLE 2 – OBJET ET LIEU D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

2.1 OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation est relative aux travaux de remplacement des tribunes télescopiques et mobiles pour le centre culturel du Crous de Reims.

Le titulaire devra prendre en charge, les prestations de conception, de fourniture de pose de ces tribunes télescopiques et mobiles, ainsi que la formation des agents du Crous en ce qui concerne l'utilisation et la maintenance de l'équipement fourni. Au préalable, le titulaire devra assurer la dépose des tribunes existantes et procéder au revêtement du sol accueillant les équipements.

La description détaillée des prestations et leurs spécifications techniques est faite dans le Chapitre n°2 du présent cahier des clauses techniques particulières (CCP).

Les prestations incluent les actions de réduction de la production et/ou de la dangerosité des déchets et celles de mise en filières de recyclage (et/ou autres formes de valorisation et/ou d'élimination), incluant la logistique sur chantier et vers lesdites filières, conformes à la réglementation.

Il est expressément stipulé que ces descriptions et indications ne sont pas exhaustifs. De ce fait, les entrepreneurs devront prévoir tous les ouvrages, de leur spécialité, nécessaires à la parfaite réalisation des prestations, même s'ils ont été omis dans les divers documents du présent marché, et ce, sans supplément au prix forfaitaire.

La référence à la nomenclature européenne (CPV) associées à la présente consultation est : **45223800-4 – Assemblage et montage de structures préfabriquées.**

2.2 LIEU D'EXÉCUTION ET VISITE DE SITE

Les prestations seront exécutées sur le site du centre culturel du Crous de Reims sis **9 Allée la Rafale, 51100 Reims**

La visite du site avant la remise des offres est obligatoire, sur rendez-vous.

Les référents du Crous de Reims à contacter afin d'effectuer les visites de site sont indiqués dans le tableau suivant :

Référents administratifs	Référents techniques
Mme Fatimata TRONCHIN Responsable du service des achats et marchés publics Tél. : 03.26.50.52.95 Mél. : achat@crous-reims.fr	M. Antoine BLOQUET Responsable du service patrimoine et Technique Tél. : 03.26.50.40.64 Mél. : patrimoine@crous-reims.fr
M. Arnaud SEMEL Responsable de l'action culturelle Tel. : 33 3 26 50 59 10 / +33680886318 Mel. : arnaud.semel@crous-reims.fr	M. Farid BOUZIDI Service Patrimoine et Technique Tel : 06 07 35 77 02 / 03 26 50 40 63 Mel. : patrimoine@crous-reims.fr
M. Anthony L'HONNEUR Chargé de mission vie de campus - DVE Tel. : 03 26 50 59 13 / 06 63 35 65 94 Mel. : anthony.lhonneur@crous-reims.fr	Mme Marylou ETIENNE Service Patrimoine et Technique Tel : 06 62 40 23 47 Mel. : patrimoine@crous-reims.fr

En tout état de cause, le titulaire ne pourra pas se prévaloir au cours de l'exécution du marché, d'une méconnaissance du site pour justifier un surcoût ou une incapacité de réaliser ses prestations.

ARTICLE 3 – DURÉE DU MARCHÉ

Le marché prend effet à sa date de notification.

L'exécution des prestations débute à compter de la date figurant sur la notification valant l'ordre de service prescrivant le démarrage de la mission. Elle s'achève à la fin du délai de « garantie de parfait achèvement du marché de travaux correspondant », ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

La durée prévisionnelle du chantier ainsi que de la formation du personnel est de six semaines maximums.

Les travaux devront être réalisés pendant les congés estivaux aux dates de fermetures du centre culturel. Ces dates de fermetures sont les suivantes : du 06/07/2026 au 28/08/2026. Les travaux, ainsi que les formations devront obligatoirement être réalisés et terminés pendant les périodes de fermeture de l'établissement. Le titulaire prévoira dans son offre, la remise d'un planning de réalisation des travaux. Ce planning devra être établi en semaine d'exécution des prestations. Le point de départ du planning est la semaine de notification du marché. Ce planning devra couvrir :

- toutes les phases de réalisation du marché (préparation, conception, dépose des tribunes existantes ainsi que son stockage dans les locaux du Crous de Reims, revêtement du sol, l'approvisionnement des nouvelles tribunes et l'installation des tribunes, les contrôles de fonctionnement, la formation du personnel etc...)
- les jalons et les délais intermédiaires devront être clairement identifiés, de sorte à permettre le suivi de l'avancement des prestations par le pouvoir adjudicateur.

Le marché n'est ni renouvelable, ni reconductible (tacitement ou expressément).

ARTICLE 4 – VARIANTE

Le Crous de Reims exige la présentation d'une variante. Celle-ci devra porter **exclusivement** sur la conception la fourniture et la pose de tribunes télescopiques intégrant une motorisation électrique, y compris les travaux de dépose des tribunes existantes, de leur stockage, les prestations de revêtement de sol ainsi que les actions de formation du personnel.

Les candidats devront donc déposer une offre sur les prestations de bases, et une offre variante.

ARTICLE 5 – ALLOTISSEMENT

Le marché est non alloti conformément aux dispositions de l'article L2113-11 du Code de la Commande publique. En effet, la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

ARTICLE 6 – INTERVENANTS À LA CONSULTATION

6.1 Maîtrise d'œuvre et conduite des opérations

La maîtrise d'œuvre est le Crous de Reims.

La conduite des opérations seront assurées par le service Patrimoine du Crous de Reims. Les référents de ce service, acteur technique du projet sont identifiés comme suit :

Conduite d'opérations :	Chargés d'opérations :
Service Patrimoine et Technique Adresse : 9 Allée la Rafale, 51100 Reims	M. Farid BOUZIDI Service Patrimoine et Technique Tel : 06 07 35 77 02 / 03 26 50 40 63 Mel. : patrimoine@crous-reims.fr Mme Marylou ETIENNE Service Patrimoine et Technique Tel : 06 62 40 23 47 Mel. : patrimoine@crous-reims.fr

6.2 Contrôle technique

Le contrôle technique est pris en charge par la société **SOCOTEC CONSTRUCTION SAS**- Agence de construction de Reims sise : 8 rue Jules Méline – Immeuble Terranova – 51430 BEZANNES

Tél : 03 26 40 60 40 – E-mail : construction.reims@socotec.com

ARTICLE 7 – PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles du marché sont énumérées ci-dessous, par ordre de priorité suivant :

- Acte d'engagement et son annexe financière (DPGF) ;
- Cahier des clauses particulières, ainsi que ses annexes :
 - o Annexe 1 : Cahier des Plans des tribunes existantes ;
 - o Annexe 2 : Diagnostic le diagnostic structurel des tribunes existantes ;
 - o Annexe 3 : Schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED),
- Attestation de visite de site ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 téléchargeable à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310421>
- Offre du titulaire y compris le cahier des plans (projet établi par le titulaire).

ARTICLE 8 – SOUS - TRAITANCE

Conformément aux articles L2193-4 à L2193-6 du code de la commande publique, le titulaire soumet à l'agrément du Crous de Reims l'ensemble des sous-traitants auxquels il fait appel. Le non-respect de cette formalité expose le titulaire à la résiliation du marché à ses torts.

L'acceptation d'un sous-traitant en cours de marché et l'agrément des conditions de paiement doivent être constatés par un acte spécial signé par le Crous de Reims et le titulaire et conformément aux dispositions des articles L2193-1 à L2193-14 du code de la commande publique.

En cas de présentation d'un sous-traitant en cours d'exécution du marché, le dossier de déclaration devra comporter les mêmes pièces justificatives que celles demandées pour la présentation d'un sous-traitant en phase de consultation.

ARTICLE 9 – EXÉCUTION FINANCIÈRE DU MARCHÉ

9.1 CONTENU ET FORME DU PRIX

L'unité monétaire applicable est l'Euro.

Le marché est conclu à prix global forfaitaire.

Les prix indiqués à l'acte d'engagement sont fermes et actualisables, conformément à l'article R2112-9 à -12 du code de la commande publique.

9.2 ACTUALISATION DU PRIX

Dans le cas où l'exécution des prestations interviendrait plus de 3 mois après la date d'établissement du prix, celui-ci pourra être actualisé.

L'actualisation du prix s'effectue sur la base du prix initial renseigné à l'acte d'engagement. Les prix renseignés à l'acte d'engagement sont réputés établis aux conditions économiques du mois précédent la date limite de remise des offres, c'est-à-dire au mois de mars 2026. Ce mois est appelé « mois 0 » (M0).

L'actualisation du prix est opérée aux conditions économiques observées à une date antérieure de 3 mois au début d'exécution des prestations.

Le prix actualisé est obtenu en appliquant la formule paramétrique suivante :

$$Pa = Po \times (IM-3 / IM0)$$

Où :

Pa est le prix actualisé

P0 est le prix indiqué à l'acte d'engagement.

IM0 est la valeur de l'indice de référence pour le mois M0 d'établissement des prix initiaux.

IM-3 est la valeur de l'indice de référence 3 mois avant la date de démarrage des prestations.

L'index retenu pour apprécier l'évolution des différents éléments représentatifs du coût de la prestation publiée par l'INSEE est l'Indice de prix de production de l'industrie française pour les marchés extérieurs - Toutes zones - CPF 25.11 - Structures métalliques et parties de structures - Base 2010 - (E0TD251100) - série arrêtée 001651840 (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001651840>)

9.3 AVANCE

Conformément aux dispositions de l'article de l'article R. 2191-4 du Code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire du marché.

9.3.1. versement de l'avance

Le montant de l'avance forfaitaire correspond à 30 % du montant initial TTC du marché.

Le versement de l'avance forfaitaire interviendra au cours du mois suivant la notification valant l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux.

Le titulaire peut refuser le versement de cette avance.

9.3.2. Remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance se fera selon les dispositions prévues à l'article R. 2191-11 du code de la commande publique.

Il s'effectuera sur les sommes dues au titulaire quand le montant des exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché.

9.4 RETENUE DE GARANTIE

Il est fait application des articles R. 2191-32 à R. 2191-35 du code de la commande publique.

Une retenue de garantie de 5 % du montant initial du marché porté à l'acte d'engagement (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée.

Lorsque le titulaire du marché public est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, ce taux ne peut être supérieur à 3 %.

Cette retenue de garantie sera prélevée par fraction sur le montant de chaque acompte, le règlement partiel définitif et le solde.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire.

En cas de modification de contrat ou de décision de poursuivre, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérées dans les conditions prévues à l'article R. 2191-35 du code de la commande publique.

9.5 RÈGLEMENT DES COMPTES

9.5.1. Présentation des factures, des états d'acomptes

Outre les mentions légales, les indications suivantes devront apparaître sur les factures :

- Nom et adresse du titulaire ;
- Numéro du compte bancaire ou postal du titulaire, tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement ;
- Numéro de la facture ;
- Nom de l'opération [**Procédure 2026/1L – Conception, fourniture et pose de tribunes télescopiques et mobiles pour le centre culturel du Crous de Reims**] ;
- Date de facturation.

Les factures devront reprendre **les éléments de la décomposition du prix global et forfaitaire** :

- La numérotation des ouvrages ;
- Le descriptif des ouvrages ;
- L'unité de mesure applicable ;
- Les quantités vérifiées par l'entreprise ;
- Le prix unitaire ;
- L'état d'exécution au cumulé depuis le début du marché ;
- L'état d'exécution antérieur du présent état d'acompte ;
- Le montant total en HT de l'état d'acomptes à payer ;
- Le taux et le montant de la TVA applicables de l'état d'acomptes à payer ;
- Le montant total en TTC de l'état d'acompte à payer.

9.5.2. Transmission des factures, des états d'acomptes

Les factures établies par le titulaire seront impérativement et exclusivement transmises via la plateforme « CHORUS PORTAIL PRO » (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Lors du dépôt des demandes de paiement sur ce portail, le numéro SIRET du Crous de Reims (**185 102 001 00327**) devra obligatoirement et systématiquement être renseigné. Le code service du lieu d'exécution des prestations (**1008 Services centraux**) doit également être renseigné.

Les paiements s'effectueront après service fait selon les règles de la comptabilité publique. Le délai global de paiement est de 30 jours calendaire à compter de la date de réception de la facture exacte, ou de la date du service fait, si la facture est émise avant exécution des prestations.

CHAPITRE 2 – CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE 10 – CLAUSES ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES

Il est expressément stipulé que ces descriptions et indications n'ont pas un caractère limitatif et que les entrepreneurs devront prévoir tous les ouvrages, de leur spécialité, nécessaires au parfait achèvement des ouvrages, même s'ils ont été omis dans les divers documents du présent marché, et ce, sans supplément au prix forfaitaire.

D'une manière générale, les prestations à réaliser comprendront entre autres, les opérations suivantes :

- Le démontage, la dépose des tribunes existantes ;
- Le déménagement, le stockage et l'inventaire des équipements existants démontés ;
- La protection des éléments existants ;
- La totalité des percements nécessaires au passage de ses câbles et à la fixation de ses matériels dans les murs et cloisons existants ;
- Le garnissage de tous les percements qui lui ont été réservés ou qu'il a exécuté. Ces garnissages s'effectueront avec des matériaux appropriés respectant notamment le degré coupe-feu et l'isolation acoustique de la paroi considérée ;
- Les études, les plans et vérifications des côtes des équipements à installer ;
- La fourniture et pose de revêtement de sol type PVC compact antidérapant ou équivalent ;
- La conception, la fourniture et la pose d'une tribune télescopique de 52 places minimales hors places PMR (localisée en parterre au 1^{er} rang de la tribune télescopique) et d'une tribune fixe de 24 places minimales ;
- Le déchargement, la mise en place et le montage des équipements ;
- La main d'œuvre nécessaire aux travaux, et aux réglages des équipements et au bon fonctionnement des installations ;
- L'instruction du personnel chargé de l'utilisation et de l'entretien des installations durant une période minimale de 1 jour ouvrable, après réception des installations.

10.1 RÉGLEMENTATION ET NORMES APPLICABLES AUX PRESTATIONS

Toute l'installation des tribunes et du sol sera réalisée conformément aux règlements de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public notamment, l'Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP).

La liste non-exhaustive des normes à respecter est la suivante :

- Norme NF EN 13200-5 d'octobre 2006 ;
- Prise en compte de l'ensemble des surcharges normées (verticales d'exploitation et ponctuelles) ;
- Prise en compte des charges de mouvements de foule et des normes de résistance des garde-corps ;
- Ensemble des normes relatives à la fourniture, pose et mise en exploitation du matériel installé ;
- la norme AM18 issue u Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP (Arrêté du 25 juin 1980 modifié) valable pour le mobilier rembourré ;
- l'arrêté du 21 novembre 2002, traitant de la **réaction au feu des produits d'aménagement** et définissant les modalités de **classement** des **produits** utilisés dans les **Établissements recevant du Public** comme les **tissus textiles** ;
- Arrêté du 21 novembre 2002 relatif à la réaction au feu des produits de construction et d'aménagement ;

Le matériel sera identifié par une plaque non-démontable indiquant :

- Le fabricant ;
- Le type de matériel ;

- La référence de la norme ;
- La classe d'utilisation ;
- L'année et le lot de fabrication ;

10.2 EXIGENCES SPECIFIQUES RELATIFS AUX CLASSEMENT DES MATERIAUX

Les matériaux utilisés dans la conception des tribunes ainsi que du sol en PCV, doivent être conformes au classement au feu des différents matériaux (tissu, vernis, mousse, structure, piètement métallique). De plus, ces matériaux devront être conformes à la réglementation incendie en particulier au sein des établissements recevant du public notamment, les salles de spectacles et de concert.

Le Procès-verbal de réaction au feu du revêtement de sol intégrera la nature du support suivant la localisation (contreplaqué, dalle béton...)

Les ensembles tapissés, revêtement et mousse de confort utilisés doivent être conformes à la norme article AM 18 et suivant les différents tests.

Les soudures à l'aire, en automatique seront réalisées et positionnées de telle manière qu'elles ne présenteront aucun point faible et aucune trace de calamine.

Toutes les parties métalliques seront dégraissées à chaud et recouvertes d'une protection anti - rouille, les parties visibles seront traitées en poudre Époxy ou cataphorèse 16 microns.

Les aciers utilisés seront conformes aux normes en vigueur. Le métal laminé dont la mise en œuvre comporte des opérations de soudage devra être de qualité « soudable ».

10.3 CONNAISSANCE DES LIEUX, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

10.3.1. Connaissance des lieux

Dans la mesure où la visite de site est obligatoire, le titulaire est réputé, avoir pris connaissance et/ou contrôlé :

- La nature, l'emplacement et l'accès des lieux et les conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- Les indications et documents remis (pièces écrites et graphiques) ;
- L'état du sol existant ;
- Les possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage, de matériaux... ;
- Les disponibilités en eau, en énergie électrique... ;
- Les renseignements concernant les éventuelles servitudes ou obligations ;
- Les éventuels renseignements complémentaires de la maîtrise d'œuvre ;

Aucun supplément de prix ne sera accordé pour des travaux supplémentaires dus à une connaissance imparfaite des ouvrages existants.

10.3.2. Coordination des travaux

11.2.2.1. Interlocuteurs

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-Travaux, dès la notification du marché, le titulaire désigne une personne physique habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. Ses coordonnées postales, téléphoniques et de messagerie électronique sont transmises au référent administratif du Crous de Reims.

Cette personne, qui est réputée disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire, sera tenu d'assister personnellement à toutes les réunions de chantier et toutes les réunions de suivi auxquelles il pourra être convoqué par le maître d'ouvrage.

En cas de changement, le titulaire informe les référents du Crous de Reims par courriel.

Les interlocuteurs référents du Crous de Reims au stade de l'exécution du marché sont :

Référents administratifs	Référents techniques
Mme Fatimata TRONCHIN Responsable du service des achats et marchés publics Tél. : 03.26.50.52.95 Mél. : achat@crous-reims.fr	M. Antoine BLOQUET Responsable du service patrimoine Tél. : 03.26.50.40.64 Mél. : patrimoine@crous-reims.fr M. Farid BOUZIDI Service Patrimoine et Technique Tel : 06 07 35 77 02 / 03 26 50 40 63 Mel. : patrimoine@crous-reims.fr Mme Marylou ETIENNE Service Patrimoine et Technique Tel : 06 62 40 23 47 Mel. : patrimoine@crous-reims.fr

11.2.2.2. État des lieux

Un état des lieux contradictoire sera mené avant le démarrage du chantier en présence d'un représentant du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre et de l'entreprise titulaire.

Cet état des lieux comprendra un reportage photographique et sera validé par chacune des parties. Il fera foi en cas de dégradation des lieux par les titulaires, de litige entre titulaire et maîtrise d'ouvrage et en cas d'application des mesures coercitives stipulées par le présent CCP.

11.2.2.3. Réunions de chantier

Une réunion de chantier est organisée entre le titulaire et le maître d'ouvrage chaque semaine durant toute la durée d'exécution des travaux.

Si le titulaire du marché est un groupement d'entreprises, le mandataire du groupement est l'interlocuteur privilégié du maître d'ouvrage. Il devra donc être présent à toute réunion de chantier.

Le titulaire est représenté par une personne habilitée à engager la société titulaire ou le groupement titulaire. Il peut être accompagné lors de ces réunions de chantier de toute personne intervenant sur le chantier dont la présence serait pertinente.

10.4 DÉLAI D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

10.4.1. Période de préparation

La période de préparation débute à compter de la date fixée par la notification valant ordre de service prescrivant le démarrage des prestations.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que la période de chantier est fixée à 6 semaines.

Conformément à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, les tâches que le titulaire du marché s'engage à réaliser pendant la période de préparation sont entre autres :

- Réaliser les études d'exécution
- Réaliser les installations de chantier conformément au descriptif du présent CCP
- Passer les commandes et approvisionner le chantier

Le titulaire devra transmettre dans son offre un planning d'exécution des prestations.

Le non-respect des délais indiqués sur ce planning expose le titulaire aux pénalités stipulées à l'article 10.1. du présent CCAP.

La durée de la période de préparation peut être prolongée par ordre de service, sauf si la raison du retard éventuel est imputable au titulaire ; l'ordre de service prolonge le délai d'exécution du marché de la même durée.

10.4.2. Prolongation du délai d'exécution

Le marché peut être prolongé selon les clauses des articles 18.2 du CCAG-Travaux.

10.4.3. Prestations en diminution, supplémentaires ou modificatives

Avant d'être entériné par voie d'avenant, modalité d'exécution des prestations en diminution, en augmentation ou modifiées ainsi que leur prix seront fixés par ordre de service conformément aux dispositions des articles 3.8 ,13 et 14 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 11– CLAUSES ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES SPECIFIQUES

11.1 CONSISTANCE DES TRAVAUX DES BASE

D'une manière générale, le titulaire devra prendre en charge, les prestations de conception, de fourniture de pose de ces tribunes télescopiques et mobiles, ainsi que la formation des agents du Crous en ce qui concerne l'utilisation et la maintenance de l'équipement fournit. Au préalable, le titulaire devra assurer la dépose des tribunes existants et assurer le revêtement du sol accueillant les équipements.

11.1.1 Clôtures de chantier, passerelles, protections, signalisation

Le titulaire du présent marché ne pourra débiter les travaux de déposes pour remplacement des tribunes télescopiques mobiles, qu'après mise en place des éléments de protection des biens et des personnes.

Le titulaire devra prendre toutes les dispositions utiles pour exécuter les prestations sans risque pour le public environnant ainsi que pour ses ouvriers.

Le titulaire aura implicitement à sa charge, dans le cadre des prix de leur marché, l'amenée, la mise en place, la maintenance (révision), la dépose et le repli de tous les équipements de passage, de sécurité et de signalisation, notamment :

- Toutes les barrières, garde-corps et autres protections nécessaires ;
- La signalisation de jour et de nuit, et tous les autres équipements de sécurité qui s'avèreraient nécessaires.

Le titulaire devra mettre en place à leur charge tous les équipements complémentaires qui seraient demandés par le chargé d'opération.

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

11.1.2 Études - vérification des côtes

Le titulaire assure les opérations d'étude, d'élaboration des plans et de vérifications des côtes. Ces opérations sont réputées être rémunérées par les prix du marché.

En sa qualité de sachant, le titulaire doit faire preuve de son devoir de conseil et aviser le maître d'œuvre de tout ce qui lui semble incompatible aux règles de l'art.

11.1.3 Transmission des échantillons, des P.V. de résistance, et renseignements sur la provenance des matériaux

Avant toute commande, le titulaire devra faire valider par le Crous de Reims, les échantillons utilisés dans le cadre des prestations.

Ainsi, dans le cadre du revêtement du sol et de la fourniture et l'installation des tribunes, il est attendu du titulaire, la transmission des éléments non-exhaustif suivants :

- Les échantillons des tissus ainsi que leurs coloris
- Le spécimen de la mousse utilisée assorti d'un descriptif du confort
- Les prototypes de revêtements du sol et des sièges de tribunes, accompagné d'un descriptif qualitatif et sécuritaire

Une palette de coloris pour le sol ainsi que les sièges de tribunes.

Ces échantillons devront être communiqués par le titulaire en tenant compte du délai global fixé de 6 semaines pour les travaux de site.

Avant toute commande, titulaire devra faire valider par le Crous de Reims, l'ensemble des documents techniques (échantillons, PV d'essai etc..).

Le titulaire sera tenu de justifier à tout moment, à la demande du Maître d'Ouvrage, la provenance des matériaux.

11.1.4 Moyens de travail

Le titulaire prendra à sa charge l'ensemble des moyens de levage..., nécessaires à la réalisation de ces prestations.

Le titulaire est tenu d'assurer ses propres postes de travail pour effectuer la mise en œuvre de ces ouvrages. Il est responsable de ses équipements, de leur montage et démontage.

Le titulaire sera tenu responsable de la conservation et sécurisation de ses ouvrages jusqu'à la réception des travaux.

En cas de pose des équipements avant les travaux de finition, une protection efficace sera à prévoir par le titulaire.

Pour toute mauvaise protection des équipements, le nettoyage sera à la charge du titulaire.

11.1.5 Contraintes d'implantation et sécurité des usagers

L'accès et l'évacuation du public se feront par l'avant de la tribune, les escaliers ne devront pas se trouver au centre de la tribune, pour privilégier les places assises « plein-centre ».

L'opération se déroulant au sein d'un campus universitaire, le titulaire devra s'assurer de la sécurité de l'ensemble des usagers pour chaque opération de levage et plus généralement d'intervention en extérieur du chantier. Si des dégradations des abords sont réalisées, le titulaire devra la remise en état.

11.1.6 Dépose du matériel existant et reprise par un tiers

Le titulaire du marché devra la dépose, l'évacuation et la mise en déchetterie de l'ensemble du matériel existant (gradins, tribunes, garde-corps, structure) y compris toutes sujétions pour réalisation de ses travaux.

Le maître d'ouvrage a identifié des associations susceptibles d'être intéressées par la récupération des tribunes existantes. En cas de récupérations des tribunes existantes, les modalités de reprise, de cession ou de don du matériel relèveront exclusivement d'un échange direct entre l'entreprise et l'association. Le maître d'ouvrage n'intervenant pas dans cette opération décline toute responsabilité liée aux dommages causés au tiers et aux bien lors du transfert des tribunes entre le titulaire et l'association.

L'enlèvement de l'ensemble du revêtement de sol de la salle de spectacle devra également être prévue par le titulaire.

11.1.7 Stockage et nettoyage de chantier

La Maîtrise d'Ouvrage décline toute responsabilité en cas de soustraction ou de dégradation quelconque des équipements avant réception définitive des ouvrages.

Le stockage des équipements sur le chantier par le titulaire, devra s'effectuer dans les conditions fixées par le Maître de l'Ouvrage.

Le titulaire devra s'assurer des conditions de stockage en termes de poussière, de propreté, d'humidité, de température, etc...

Le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté, et les entrepreneurs devront prendre ses dispositions à ce sujet, faute de quoi des mesures coercitives pourront être appliquées.

En cours de travaux, l'entrepreneur devra assurer :

- L'enlèvement de ses déblais ou gravats.
- La mise en ordre et le nettoyage de son chantier en cours en fin de chantier.
- La totalité des percements nécessaires au passage de ses câbles et à la fixation de ses matériels dans les murs et cloisons existants.
- Le garnissage de tous les percements qui lui ont été réservés ou qu'il a exécuté. Ces garnissages s'effectueront avec des matériaux appropriés respectant notamment le degré coupe-feu et l'isolation acoustique de la paroi considérée.

11.1.8 Revêtement de sol

Le titulaire devra la fourniture et pose de revêtement de sol type PVC compact antidérapant ou équivalent comprenant :

- Fourniture et mise en œuvre d'une chape liquide sur l'ensemble d'une partie de la surface de la salle spectacle pour assurer la préparation et planéité de la surface avant pose.
- Fourniture et pose du revêtement de sol PVC adapté à un usage pour tribune télescopique (type U4 P3 E2 C1 ou autre sujétion) y compris toutes les sujétions de réalisation et de finition.
- Soudure à chaud des joints du revêtement de sol.
- Nettoyage soigné de l'ensemble de la zone après intervention.

Le titulaire fera valider le motif et RAL du sol par la maîtrise d'ouvrage avant toute mise en œuvre.

Localisation : Salle de spectacle : ensemble de la surface.

11.1.9 Fourniture et pose des tribunes télescopiques mobiles

Le titulaire du présent marché assurera la fourniture et la mise en œuvre de tous les équipements nécessaires au bon fonctionnement des installations décrites dans le présent C.C.P.

L'installation sera fournie en ordre de marche, y compris toutes sujétions afférentes telles que :

- Le transport à pied d'œuvre.
- Le déchargement, la mise en place et le montage des équipements.
- La protection des éléments existants.
- La main d'œuvre nécessaire aux travaux, et aux réglages des équipements.
- L'instruction du personnel chargé de l'utilisation et de l'entretien des installations durant une période minimale de 1 jour ouvrable, après réception des installations.

L'ensemble des prestations ci-dessus fait partie intégrante du prix global soumissionné.

Caractéristiques fonctionnelles des tribunes à fournir :

La tribune télescopique à concevoir, fournir et installer devra être constitué de 52 places minimales hors places PMR (localisée en parterre au 1^{er} rang de la tribune télescopique) et d'une tribune fixe de 24 places minimales comprenant :

- La préparation du support avant toute pose et intervention.
- Fourniture et pose d'une ossature supportant les tribunes fixes et télescopiques, y compris l'accessibilité du local technique et de puissance et de la régie.
- Matériaux de recouvrement pour l'ensemble des habillages et des plinthes adaptées à l'usage de la salle.
- Sièges individuels :
 - o Assise et dossiers monoblocs, structure acier.
 - o Accoudoirs en bois ou autres matériaux, à justifier dans le cadre de l'offre.
 - o Structure d'attache aux tribunes à justifier dans le cadre de l'offre.
 - o Assises et accoudoirs à relevage automatique.

- Partie télescopique : manipulation par vérins à gaz pour faciliter d'utilisation. Entretien, maintenance et aisance de manipulation à justifier dans le cadre de l'offre (la manipulation devra être simple et possible par une personne seule).
- Coloris des sièges à faire valider par la maîtrise d'ouvrage.
- Fourniture et installation de l'ensemble des garde-corps (télescopique pour la partie concernée) nécessaires à la sécurité des usagers.
- Fourniture et installation d'éclairage des dégagements et différents accès.
- Mise en peinture du marquage au sol pour la zone PMR.
- Mise en peinture de l'ensemble. RAL à faire valider par la maîtrise d'ouvrage.
- Fourniture et installation du revêtement de sol de l'ensemble des tribunes, des tribunes, et des accès conformes à l'usage.
- Justification du nombre de cycles dans le cadre de l'offre remise.
- Numérotation intégrée aux sièges.

Le nombre de place devra être optimisé par le titulaire tout en veillant à maintenir un accès fonctionnel et sécurisé de la régie vers la scène et en garantissant la sécurité de l'ensemble des usagers dans le strict respect des règles d'accessibilité et de la réglementation incendie en vigueur. Lorsque les tribunes seront repliées, l'accès à la régie devra rester possible avec une accessibilité conforme au code du travail.

Une capacité portante de la dalle et des poutres et joint à la présente consultation. L'entreprise devra s'assurer de la compatibilité des capacités portantes à l'usage de tribunes télescopiques. Si nécessaire, l'entreprise devra prévoir les renforts nécessaires à la destination des locaux.

11.1.10 Formation du personnel

Le titulaire devra prévoir la formation de l'ensemble du personnel du Crous, à la manipulation des tribunes télescopiques. Cette formation devra être complète et permettre la manipulation en totale autonomie des tribunes télescopiques. Elle concernera au maximum 10 personnes (responsable de la salle et de la CVEC, DVE, techniciens, AIM, responsable GSM...)

Dans le cadre du DOE remis par l'entreprise, une vidéo de la manipulation devra être remise afin d'assurer la possibilité de transmission d'informations facilitée en cas d'absence de personnel.

Le titulaire fournira une liste de présence de l'ensemble des personnels formés.

11.1.11 Essai et fonctionnement des tribunes fournies

Le titulaire devra livrer les tribunes en ordre de marche et en parfait ordre de sécurité.

Il devra avoir fait :

- Les essais de fonctionnement de l'ensemble des matériels installés ;
- Les essais de charge ;
- Le réglage fin de la totalité de l'équipement ;

11.1.12 Travaux divers de finition

Le titulaire devra réaliser tous les travaux non-décrits expressément dans le présent C.C.P, mais indispensables pour la bonne terminaison des ouvrages suivant les règles de l'Art, Normes, D.T.U. et Avis techniques devront être prévus et réalisés à partir des spécifications régissant les ouvrages essentiels.

Le titulaire devra tous les travaux et fournitures nécessaires à la parfaite finition de ces ouvrages qui ne devront nécessiter aucune reprise d'autres corps d'état. Ils seront implicitement compris dans la proposition de l'entreprise.

11.1.13 Garanties des prestations

En plus des garanties inhérentes à chaque matériel et à compter du jour de la décision de réception, l'entreprise doit une période de garantie d'une année.

Pendant cette période de parfait achèvement, l'entreprise devra l'entretien et la garantie des installations, et des matériels, ainsi que la mise au courant du personnel responsable. La garantie des matériels éventuellement remplacés pendant la période de parfait achèvement sera prolongée pendant un an de fonctionnement normal.

11.2 CONSISTANCE DES TRAVAUX DE LA VARIANTE

En remplacement des certaines prestations décrites à l'article 12.1.9, les caractéristiques de la tribune fera l'objet d'une variante obligatoire portant sur le repliement et le déploiement par motorisation électrique.

Cette variante comprend la fourniture, la pose, le raccordement et la mise en service d'un système de motorisation électrique permettant une manœuvre simple et sécurisée intégrant l'ensemble des dispositifs de sécurité réglementaires.

Le titulaire précisera dans son offre :

- Les caractéristiques techniques du système de motorisation proposé ;
- Les dispositifs de commandes et de sécurité, ainsi que leur localisation ;
- Les conditions d'entretien et de maintenance ;
- Justification du nombre de cycle.

11.3 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À L'ACHÈVEMENT DU CHANTIER

11.3.1 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Conformément à l'article 37 du CCAG-Travaux, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par le représentant du pouvoir adjudicateur, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

11.3.2 Vérifications techniques

Le représentant du maître d'ouvrage se réserve le droit de faire effectuer à tout moment par un organisme de son choix, les expertises qu'il estimera nécessaires.

Le titulaire s'engage à être représenté lors de ces visites. En cas de travaux non-conformes aux prescriptions du marché révélé par ces vérifications, l'ensemble des frais de mise en conformité afférents sont à la charge du titulaire.

Pour étayer sa capacité à produire un service de qualité, le titulaire déclinera dans son offre les moyens humains et matériels mis en œuvre pour assurer les prestations du marché. Le titulaire est tenu de respecter les moyens minimaux en matériels sur lesquels il s'est engagé dans son offre.

Le titulaire s'engage ainsi à :

- Assumer, sous sa responsabilité exclusive, l'organisation du travail, la discipline, le respect des consignes, l'administration et la bonne tenue de son personnel
- Contrôler régulièrement le bon déroulement de la mission qui lui est confiée et le respect des consignes données à son personnel
- Assurer la continuité de ses prestations, de telle façon que la mission, objet du présent marché soit parfaitement remplie ;
- Faire en sorte que ces interventions ne provoquent aucune gêne des occupants, ni désordre dans les locaux.

11.3.3 Base vie et accès au chantier

Le titulaire aura l'obligation d'entretien des locaux ainsi que leur nettoyage hebdomadaire.

La restitution des locaux devra comprendre la remise en état en cas de dégradations.

Procédure 2026/1L

Conception, fourniture et pose de tribunes télescopiques et mobiles pour le centre culturel du Crous de Reims

La zone de stockage ne pourra se limiter qu'aux locaux concernés par les travaux.

Un constat général avec reportage photographique à la charge du titulaire devra être réalisé afin d'établir un état des lieux au démarrage ; ainsi que des cheminements de chantier, volume concerné par les travaux, les installations de chantier (périmètre d'évolution de l'entreprise).

Il devra prévoir dans son offre la remise en état des tous les éléments dégradés après son intervention.

L'accès au chantier pour les travaux se fera obligatoirement suivant les indications et directives du maître d'ouvrage.

L'entreprise disposera d'une clef afin de fermer les portes en fin de journée, qu'elle restituera en fin de chantier.

ARTICLE 12 – DISPOSITIONS RELATIVES AUX DÉCHETS DE CHANTIER

12.1 DISPOSITIONS RELATIVES AUX DÉCHETS DE CHANTIER

12.1.1 Gestion des déchets

Le titulaire détaillera les moyens techniques qu'elle propose afin de réduire la production de déchets.

Le titulaire aura également l'obligation :

- envers son mandataire le cas échéant, de la gestion des déchets de lui fournir toutes les informations nécessaires à la mise en place de la gestion des déchets. Lors de la phase de préparation de chantier, chaque entreprise devra définir la nature et de la quantité de chaque déchet produit lors de cette opération ;
- sensibiliser l'ensemble de son personnel avant le démarrage du chantier, et régulièrement pendant son déroulement, aux modalités de collecte (ex : non mélange, lieux de stockage intermédiaires aux postes de travail, etc.) et aux bonnes pratiques de gestion des déchets propres à l'opération ;
- de maintenir le chantier propre et libre de tout déchet pendant et après l'exécution des travaux dont elle a la charge,
- de trier (ou non mélanger) les déchets selon l'organisation choisie et en particulier de ne pas mélanger les déchets dangereux avec les autres types de déchets.

Sur le chantier, il est strictement interdit de :

- brûler les déchets,
- d'abandonner ou enfouir sur le chantier ou en-dehors, les déchets,
- de recourir à des filières, collecteurs ou des sites de traitement non réglementaires ou non autorisés,
- de déverser des déchets solides ou liquides dans les réseaux d'assainissement.

Le soumissionnaire devra proposer un schéma d'organisation des déchets, conforme au cadre fourni dans le DCE, en précisant :

- le degré de non mélange et de tri qui sera réalisé,
- les moyens mis en place pour le tri des déchets (type de contenant, localisation, etc.),
- les filières de traitement vers lesquelles sera acheminé chaque type de déchets, en privilégiant le recyclage et en mentionnant les plates-formes de regroupement par lesquelles ils pourront transiter,
- les moyens humains mis en œuvre pour la gestion des déchets et sa surveillance,
- les moyens de formation et de sensibilisation des ouvriers.

12.1.2 Modalités de suivi de la gestion des déchets :

Le titulaire apportera au maître d'ouvrage la preuve de la destination des déchets et de la conformité à la réglementation de cette destination. Pour cela le(s) bordereau(x) de suivi de déchets joint(s) devront être élaborés et intégrés dans le DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés).

Si le titulaire ne souhaite pas participer à la gestion des déchets mise en place sur le chantier car elle possède sa propre filière de traitement de déchets, il devra fournir au maître d'ouvrage un justificatif.

12.2 RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRISE

Le titulaire sera tenu entièrement responsable de tous les accidents de quelque nature que ce soit, à dater de l'ordre de service de commencer les travaux.

En aucun cas, le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre ne pourront être inquiétés ou recherchés à ce sujet. Le seul fait de soumissionner vaut renonciation à tous recours de quelque nature que ce soit envers le maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre.

12.3 QUALIFICATION DU TITULAIRE

Le titulaire réalisant les travaux devra posséder soit :

- la certification nécessaire pour réaliser les prestations.
- présenter des références équivalentes.

12.4 PRESCRIPTIONS - NORMES – DUT

Les ouvrages entrant dans la composition de la présente consultation seront réalisés conformément aux dispositions des Documents Techniques Unifiés, ainsi qu'aux Normes et Prescriptions de mise en Œuvre des fabricants.

D.T.U DOCUMENTS TECHNIQUES UNIFIES

L'entreprise devra se conformer aux normes en vigueur telles que :

- Normes françaises : ensemble des normes françaises homologuées éditées à la date du lancement de la consultation.
- Normes des fabricants

PRESCRIPTIONS DE MISE EN OEUVRE

- Prescription de mise en œuvre des fabricants

12.5 DOCUMENTS À FOURNIR

Les documents nécessaires seront remis en trois exemplaires papiers et un exemplaire informatique (CD-ROM ou clé USB).

Ces documents comprennent :

- Les fiches techniques, les notices d'utilisation et les notices d'entretien et de maintenance des éléments installés ainsi que du sol fournit.
- Les certificats de formation de l'ensemble de personnels concerné ;
- Les plans d'installation des équipements.
- La conformité des produits avec les charges admissibles de la dalle de béton tel que spécifiées dans le diagnostic de détermination de la capacité portante de la salle culturelle fourni dans le cadre de la présente consultation.
- Tout schéma nécessaire à la compréhension de l'installation.
- L'ensemble de ces éléments devront être mis en parfaite concordance avec l'exécution des travaux.

ARTICLE 13 – CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

13.1. VÉRIFICATIONS TECHNIQUES

Le représentant du maître d'ouvrage se réserve le droit de faire effectuer à tout moment par un organisme de son choix, les expertises qu'il estimera nécessaires.

Le titulaire s'engage à être représenté lors de ces visites. En cas de travaux non-conformes aux prescriptions du marché révélé par ces vérifications, l'ensemble des frais de mise en conformité afférents sont à la charge du titulaire.

13.2. OPÉRATIONS DE RÉCEPTION

La réception se déroule comme stipulé à l'article 41 du CCAG – Travaux.

13.3. TRAVAUX DÉFECTUEUX

Lorsque les matériaux ou le mode d'exécution d'une partie quelconque des travaux ne seront pas conformes aux spécifications correspondant au présent chapitre, cette partie sera considérée comme défectueuse. Tout travaux considérés comme défectueux sera démolé et repris avec l'approbation du Maître d'œuvre, aux frais du titulaire.

ARTICLE 14 – OBLIGATION DU TITULAIRE

14.1. Obligation de résultat

La prise en charge des prestations définies au présent marché constitue un contrat avec obligation de résultat.

Pour l'ensemble de la prestation, le titulaire a une obligation de résultat et doit strictement respecter les coûts et les niveaux de qualité définis dans son offre, les règles professionnelles et normes en vigueur, les recommandations des fabricants et le respect des délais d'exécution sur lesquels il s'est engagé.

Le titulaire doit garantir la sécurité des personnes et des biens, maîtriser les aléas, donner au responsable du suivi de la prestation ou son représentant tous les conseils techniques appropriés afin de parvenir au meilleur état de finition des prestations.

14.2. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

14.1.1 Lutte contre le travail dissimulé

Il est fait application de l'article 31.5 du CCAG – Travaux.

14.1.2 Travailleurs étrangers et travailleurs détachés

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D. 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail, dans les conditions prévues à l'article D. 8222-8 dudit code, ainsi que celles prévues aux articles L.8254-1, D.8254-1 à 4 du même code.

En cas de sous-traitance, les documents visés ci-dessus sont à produire par le sous-traitant et à fournir tous les six (6) mois.

A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article 12.2. du présent CCAP.

Dans l'hypothèse où l'un des titulaires et/ou un sous-traitant intervenant dans le cadre de l'exécution du marché était établi hors du territoire français, les documents suivants seront obligatoirement communiqués au maître d'ouvrage, avant le début de chaque détachement d'un ou plusieurs salariés, en application des articles R.1263-3 et suivants du code du travail :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-3-1, R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 ;
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-2. (La désignation de ce représentant est effectuée par écrit par l'employeur. Elle comporte les noms, prénoms, date et lieu de naissance, adresse électronique et postale en France, le cas échéant la raison sociale, ainsi que les coordonnées téléphoniques du représentant. Elle indique l'acceptation par l'intéressé de sa désignation ainsi que la date d'effet et la durée de la désignation, qui ne peut excéder la période de détachement.

En cas d'inexactitude ou de non- production de cette liste, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire.

14.1.3 Développement durable

Le titulaire doit assister le Crous de Reims dans sa démarche environnementale. Dans le cadre du présent marché, il apportera sa contribution à cette démarche.

Procédure 2026/1L

Conception, fourniture et pose de tribunes télescopiques et mobiles pour le centre culturel du Crous de Reims

Indépendamment de cette démarche et dès le démarrage du marché, le titulaire mettra en application une politique et des outils permettant de :

- limiter la production de déchets à la source,
- recycler les déchets,
- arrêter l'usage des produits chimiques de synthèse,
- utiliser des énergies alternatives pour les machines.

14.1.4 Devoir de conseil

Le titulaire est soumis à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative à l'objet du marché. Dans ce cadre, le titulaire communique notamment au Crous de Reims, toute information permettant d'améliorer la qualité des prestations.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de sa responsabilité.

14.1.5 Assurances

Par dérogation à l'article 8 du CCAG-Travaux, le titulaire doit justifier dans un délai de 8 jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de contrats d'assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tierces victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Cette justification est effectuée au moyen d'une attestation d'assurance établissant l'étendue de la responsabilité garantie. La prise d'effet du marché est subordonnée à la remise de cette attestation. À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de fournir cette attestation d'assurance sur demande du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire demeure seul responsable, sans recours auprès du pouvoir adjudicateur, envers ses tiers, y compris le personnel du pouvoir adjudicateur, de tous les accidents qui pourraient se produire dans l'accomplissement de sa mission.

La responsabilité du titulaire s'étend sur tout ce qui relève du travail couvert par contrat et ne se termine qu'à l'expiration de ce dernier.

14.1.6 Changement dans la situation du titulaire

Sans préjudice des dispositions relatives à la résiliation du marché, le titulaire est tenu d'informer sans délai le Crous de Reims, de tout changement de sa situation ayant pour effet de le placer dans un des cas d'interdiction de soumissionner aux marchés prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la commande publique.

Aussi, le titulaire du marché est tenu de notifier immédiatement au Crous de Reims et par tout moyen les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ou la société ;
- à la forme de l'entreprise ou de la société ;
- à la raison sociale de l'entreprise ou de la société ou à sa dénomination ;
- à l'adresse du siège de l'entreprise ou de la société ;
- au capital social de l'entreprise ou de la société ;
- et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

Cette modification est prise en compte par le Crous de Reims, dans un délai de trente jours calendaires.

Dans le cas d'une nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire, ou du membre concerné en cas de groupement d'opérateurs économiques, le titulaire doit produire l'ensemble des documents et renseignements suivants concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- une copie de l'annonce légale ;
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- un relevé d'identité bancaire ;
- le numéro unique d'identification délivré par l'INSEE faisant apparaître la fusion/absorption de la société correspondante ;
- les attestations fiscales et sociales de la nouvelle entreprise ;
- la liste nominative salariés étrangers employés conformément à l'article D.8254-2 du code du travail ;

- l'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur n'entre pas dans les motifs d'exclusions listés aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la commande publique ;
- une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de la nouvelle entreprise et non par son courtier ;
- le document de candidature identique à celui fourni dans le dossier de la consultation des entreprises lors de la mise en concurrence.
- La cession du marché fait l'objet d'un avenant de transfert du marché au profit du nouveau titulaire.

ARTICLE 15 – OBLIGATION DE L'ACHETEUR

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel"
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

ARTICLE 16 – PENALITES ET MESURES COERCITIVES DIVERSES

16.1. PÉNALITÉS

Les pénalités et réfections sont applications en cas de non-respect par le titulaire de ses engagements contractuels.

Les pénalités sanctionnent un retard ou le non-respect d'une des clauses du présent marché.

Les réfections sanctionnent la mauvaise exécution des travaux.

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de forces majeures auxquelles seules sont assimilées les interruptions dans la fourniture d'électricité, des fluides et d'eau du fait des compagnies distributrices.

Par dérogation, à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, les pénalités seront dues dès qu'elles atteignent ou dépassent le montant de 500,00 € HT.

16.1.1. Pénalité de retard

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, les pénalités pour retard sont appliquées sur simple constatation du maître d'ouvrage.

En cas de dépassement du délai global de réalisation de l'ouvrage, une pénalité de 500 € par jour calendaire de retard sera appliquée. Si ce retard est lié à un défaut de fournisseur, auquel cas la présentation de justificatifs est exigée.

Par dérogation aux articles 19.2.2 et 19.2.3 du C.C.A.G - Travaux, le titulaire subira en cas de retard dans la remise du dossier d'exécution, des pénalités journalières d'un montant de 100 € par jour calendaire, plafonnées à 20 % du montant du marché.

Le retard est apprécié en fonction du délai global de réalisation de l'ouvrage validé par le titulaire et, le cas échéant, en fonction du planning recalé avec le maître d'ouvrage et validé par les deux parties.

Conformément à l'article 19.1.1 du CCAG-Travaux, les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités et des primes.

16.1.2. Pénalité pour non-respect de protection des ouvrages existants et des lieux et pour non-respect des dispositions relatives aux déchets

En cas de non-respect par le titulaire des stipulations du cahier des clauses particulières et en cas de dégradation des parties communes du site du fait du titulaire, une pénalité de 100 € sera appliquée par manquement constaté après établissement d'un état des lieux contradictoire.

En cas de non-respect des dispositions relatives au déchet, il sera appliqué une pénalité de 500 euros par évènement constaté après transmission d'un courrier de mise en demeure resté sans suite.

Ces pénalités s'ajoutent aux mesures complémentaires que le maître d'ouvrage se réserve le droit d'imposer pour remédier aux manquements.

16.2. MESURES COERCITIVES DIVERSES

Conformément aux articles 52.1 et 52.2 du CCAG -Travaux, lorsque le titulaire ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux ordres de services, le représentant du pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé par une décision notifiée par écrit.

Si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, la poursuite des prestations peut être ordonnée à ses frais.

La poursuite des travaux est organisée selon les termes de l'article 52.3 du CCAG-Travaux.

Pour tout manquement du titulaire aux prestations de remise en état des lieux et par dérogation à l'article 37.3. du CCAG-Travaux, une pénalité de 50 € sera appliquée par jour de retard au titulaire qui n'aura pas procédé au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification de la décision de réception.

ARTICLE 17 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Conformément à l'article 52 du CCAG-Travaux, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire lorsque :

- le titulaire ne se conforme pas aux prescriptions du marché ou aux ordres de service et après mise en demeure par le maître d'ouvrage restée sans effet ;
- le marché est résilié pour faute du titulaire.

Les modalités d'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire sont celles stipulées à l'article 52 du CCAG-Travaux.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 18 – RESILIATION

Le marché peut être résilié dans les conditions fixées par les articles 49 et 50 du CCAG-Travaux.

18.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, il est fait application de l'article 50.4. du CCAG-Travaux. Le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors taxes, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5,00 %.

18.2. Résiliation pour faute du titulaire

En cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, il est fait application de l'article 50.3 du CCAG-travaux. Cette résiliation, prononcée aux torts du titulaire, pourra être appliquée de plein droit notamment en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles : R. 2143-3 et R. 2143-8 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique. La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées au titulaire à raison de ses fautes.

ARTICLE 19– DÉROGATION AU CCAG – TRAVAUX

Conformément à l'article 1^{er} du CCAG-Travaux, le présent marché déroge aux stipulations suivantes de ce même CCAG - Travaux :

CCP Déroge au CCAG-Travaux

Article 14.1.5.....	Article 8
Article 16.1.....	Article 19.2.1
Article 16.1.1	Articles 19.2.4 ; 19.2.2 et 19.2.3
Article 16.2	Article 37.3

En cas de contradiction entre le CCAG-Travaux et le présent CCP, les clauses de ce dernier prévalent.